

OCTOBRE 2012

Pages 2-7

ACTUALITÉS DU MONDE

Afrique

Burkina Faso : délégation du PCF pour Thomas Sankara

Asie

Afghanistan :

Les chemins vers la paix

Amérique latine

Venezuela : la révolution bolivarienne sort renforcée de l'élection présidentielle

Monde arabe

Tunisie : la révolution continue

Europe

élections en Belgique et République tchèque

Le billet de G. Streiff

Bush rouge

Pages 8-9

FOCUS

Sur la 4e session du Tribunal Russell pour la Palestine

Pages 10-11

ACTIVITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 12-16

REGARD sur

Une autre Europe

PALESTINE: UNE RESPONSABILITÉ COLLECTIVE

C'est probablement la deuxième fois dans l'histoire récente que la question de Palestine n'est plus au cœur de la conflictualité internationale parce qu'une autre crise internationale majeure cristallise une confrontation géopolitique de grande dimension. Ce fut le cas lors de la guerre Irak/Iran dans les années 80. C'est le cas aujourd'hui avec la crise syrienne.

La question de Palestine reste pourtant LA question majeure, historiquement décisive, peut-on dire. Pour les peuples arabes et pour des centaines de millions de citoyens dans le monde, la réalisation des droits du peuple palestinien accompagne l'exigence légitime d'en finir avec l'humiliation et la domination. Comment pourrait-il en être autrement ? La question de Palestine n'est-elle pas à la fois le produit, hier, d'une décolonisation inachevée et instrumentalisée par le jeu des puissances occidentales et le résultat, aujourd'hui, de la colonisation israélienne dans sa particularité puisqu'il s'agit, comme l'explique si bien Elias Sanbar, de déposséder les Palestiniens, et en même temps de remplacer un peuple par un autre sur cette même terre.

Apporter une réponse juste à la question de Palestine, c'est une condition *sine qua non* pour pouvoir construire les paramètres incontournables de la paix, de la sécurité et de la coopération dans la région et sur le plan international.

Aujourd'hui comme hier, l'État d'Israël polarise l'attention sur l'Iran et le nucléaire iranien, cherche à faire oublier son propre arsenal nucléaire et maintient ainsi un rapport de force lui permettant, avec le soutien des puissances occidentales, de tout refuser, jusqu'à l'application du droit et des résolutions de l'ONU. Les Palestiniens ont raison de dire qu'ils n'ont pas de partenaire pour la paix.

Alors, quand viendra – bientôt – le jour du vote à l'ONU pour élever la Palestine au statut d'« État non membre », il faudra regarder de près les votes de chacun, notamment celui de la France et des pays de l'UE.

Ce ne sera qu'un premier pas. Il en faudra bien d'autres pour un État palestinien souverain, dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale... Mais ce pas-là doit être franchi avec, pour chacun, la conscience qu'il s'agit d'une responsabilité collective.

Jacques Fath

responsable des Relations internationales



calendrier

- **Délégation européenne, organisée par le PGE, au Sahara occidental**, 27 octobre-2 novembre participation de Meriem Derkaoui pour le PCF
- **Forum Florence +10**, 8-11 novembre, délégation PCF, PGE, Transform !
- **Sommet ibéro-américain à Cadix**, 16 et 17 novembre participation d'Obey Ament au sommet alternatif *La Hora de los pueblos*

Burkina Faso délégation du PCF



À l'occasion du 25^e anniversaire de l'assassinat de l'ex président burkinabé Thomas Sankara, une délégation du PCF conduite par Sylvie Jan, responsable *Afrique*, avec Marine Malberg, collaboratrice *Afrique*, s'est rendue à Ouagadougou pour renforcer les relations du PCF avec les forces progressistes burkinabées.

Cette délégation était porteuse de la demande de « *Création d'une commission d'enquête relative à la recherche de la vérité dans l'assassinat de Thomas Sankara* », déposée par André Chassaigne, président du groupe parlementaire Gauche démocrate et républicaine. L'article de la résolution précise que cette enquête « devra notamment faire le point sur le rôle des services de renseignements français, sur la mise en cause de la responsabilité de l'État et de ses services ».

Le 15 octobre 1987, un coup d'État mené par l'actuel chef d'État burkinabé Blaise Compaoré, avec le soutien de Libériens, Ivoiriens, Libyens et Français, débouchait sur l'assassinat du président du Burkina Faso Thomas Sankara. Thomas Sankara, arrivé au pouvoir en 1983, avait affiché la ferme volonté de rompre définitivement avec les anciennes pratiques, de compter sur les ressources internes et de ne plus se laisser dicter les orientations politiques et économiques par les puissances extérieures.

L'an dernier, douze députés du Burkina Faso avaient interpellés l'Assemblée nationale française pour obtenir l'ouverture d'une enquête parlementaire sur l'assassinat de Thomas Sankara, évoquant « la coopération entre les deux pays » et les « valeurs démocratiques de la France ».

Cette demande d'ouverture d'enquête parlementaire a été présentée lors de la conférence de presse qui s'est tenue au centre de presse Norbert Zongo à Ouagadougou, ce 15 octobre. Bruno Jaffré, initiateur, au nom du Collectif international qui a lancé la pétition « Justice pour Sankara, justice pour l'Afrique », avait convié, pour une conférence de presse, Sylvie Jan responsable *Afrique* du PCF, Antoine Soné pour l'association *Survie*, Maître Benwendé Sankara représentant le collectif des avocats de la famille Sankara et président du parti UNIR/PS, Monsieur Philippe Ouedraogo représentant le groupe parlementaire ADJ (Alternance démocratique justice), Dorothée Kulla pour l'association *Africavenir* et le chanteur burkinabé Samsklejah. Le PCF était le seul parti politique présent pour rendre

hommage à Thomas Sankara. Le groupe EELV avait remis une déclaration de soutien lue par Bruno Jaffré. Nous avons été très bien accueillies et avons été conviées à prendre la parole à la cérémonie traditionnelle en l'honneur de Thomas Sankara et aux Assises nationales des jeunes du parti UNIR/Parti sankariste. Ces prises de parole ont été retransmises sur la chaîne nationale, BFI, France 24, RFI, AFP, dans des journaux quotidiens et hebdomadaires et sur des sites d'informations internet...

La délégation a également saisi l'occasion pour rencontrer les femmes burkinabées et des syndicalistes, afin d'appréhender au mieux les enjeux sociaux auxquels sont confrontés les Burkinabés. Le constat est lourd : 46% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, 59,1% de la population est composée de jeunes de moins de 20 ans et le pays souffre d'importantes disparités qui n'ont fait que s'accroître depuis l'arrivée au pouvoir de Blaise Compaoré.

Deux partis politiques d'opposition se considérant « partenaires naturels » nous ont reçues, UNIR/PS et le tout nouveau PDS/METBA, qui rassemble des anciens communistes du PAI et des socialistes « démocrates ». À la veille des élections couplées, municipales et législatives du 2 décembre prochain, 74 partis politiques se présentent. Les partis progressistes souffrent d'un important émiettement. La conjugaison de ces deux élections leur rendra la partie plus difficile encore, d'autant que les alliances ne sont pas toujours les mêmes au plan local et national. Comment mobiliser un électorat majoritairement analphabète et méfiant vis à vis des partis politiques ?

L'actuel président-dictateur au pouvoir, Blaise Compaoré, cherche à instrumentaliser ces élections pour mettre en lice son jeune frère, attendant de nombreuses inquiétudes. Une répression politique importante exerce des pressions à l'encontre des travailleurs militants dans des partis d'opposition.

Alors que la guerre se prépare au Mali, c'est toute la région qui risque d'être déstabilisée par cette aventure guerrière, voire entraînée dans le chaos.

Notre venue sur place, pour les écouter, mieux les connaître, mieux se faire connaître, nous a donné mutuellement de la force. Nous espérons retrouver tous ces acteurs à notre prochain congrès. Leurs regards sont tournés vers la France, ses choix pour l'avenir, et vers le Parti communiste français avec lequel ils souhaitent renforcer les échanges politiques et les coopérations. Mieux résister appelle à construire une nouvelle solidarité.

Marine Malberg
collaboratrice *Afrique des Relations internationales*

Afghanistan

Les chemins vers la paix



S'est tenue les 13 et 14 octobre, en Allemagne, une conférence de la société civile qui avait pour objectif de proposer d'autres solutions pour l'Afghanistan, des « chemins vers la paix », en s'appuyant avant tout sur les choix des Afghans-e-s. L'événement a eu lieu à Bonn, pour faire écho aux deux Sommets de Petersberg (décembre 2001) et Petersberg II (décembre 2011), lesquels avaient rassemblé les chefs d'États et l'OTAN pour s'accorder sur l'avenir de l'Afghanistan... avec les résultats probants que l'on sait !

Cette conférence a rassemblé pendant toute sa durée des organisations allemandes (partis politiques, syndicats, mouvements et organisations de paix, des droits humains...) et de la diaspora afghane en Allemagne (la plus importante d'Europe). Il y avait aussi une présence internationale (France, dont le PCF, Belgique, Grande-Bretagne, Autriche, Suisse, États-Unis) et en particulier des Afghans venus du terrain (organisations sociales d'Afghanistan, figures politiques).

Les échanges ont grandement bénéficié de la possibilité que cette rencontre offrait de confronter les points de vue entre Afghans de l'exil et Afghans venus d'Afghanistan. Il y a une évidente motivation de toutes parts, malgré de très profondes divergences et particulièrement sur le plan ethnique, d'avancer ensemble vers la paix. Toutes ces organisations de la diaspora afghane d'Allemagne, présentes sur de nombreux terrains (politique, aide juridique aux réfugiés, situation des droits humains en Afghanistan, femmes, étudiants), ont décidé, à l'issue de cette rencontre, de créer une « organisation parapluie » qui les rassemble et coordonne leurs actions.

Les thématiques discutées pendant la conférence couvraient tous les champs, afin de proposer une démarche globale de construction de la paix dans ce pays.

Bien qu'évidemment la paix ne signifie pas uniquement l'absence de guerre, toutes et tous sont d'accord pour exiger, comme préalable et prérequis, le départ des troupes américaines et de l'OTAN du sol afghan. C'est la condition pour que la possibilité de la paix existe.

Parmi les principales préoccupations des Afghans, le trafic de drogue et la corruption généralisée des politiques tiennent une place de choix. Ils expriment un impératif : pour construire une paix durable, il faut une classe politique renouvelée. Les Taliban sont évidemment l'autre grand sujet, et là des divergences existent : du point de vue des politiques, discuter avec les Taliban sera nécessaire, car ils font partie de la réalité du pays et une paix durable ne pourra intervenir qu'en négociant avec toutes les parties ; pour les organisations sociales, des droits humains, des femmes, c'est plus mitigé, voir opposé, considérant pour certaines que la réconciliation ne peut et ne doit passer que par une bataille judiciaire contre l'impunité. Les perspectives d'avenir sont globalement assez pessimistes : une guerre civile ? Une dictature militaire ? Les deux ?

Il y a, de fait, une nécessité criante pour les communistes, les militants pour la paix, de continuer à regarder de très près ce qui se déroule en Afghanistan. Le retrait (incomplet) des troupes françaises et étrangères prévu pour 2014, ne signifie aucunement un départ de l'OTAN. Au contraire, la stratégie pour les États membres consiste à voir comment rester en Afghanistan à moindre coût financier et politique, et comment concrètement, sous l'égide de l'OTAN, prendre en main les missions civiles de reconstruction. L'Afghanistan restera donc un terrain d'expérimentation pour des années...

Il y a, en Afghanistan, des forces progressistes, démocratiques, qui tentent de se rassembler et de construire des alternatives, un autre avenir pour leur pays et pour leur peuple. Le Parti communiste français est à leur côté dans cette voie.

Claire Chastain

collaboratrice des *Relations internationales*
collectif OTAN-Afghanistan

Vénézuela la révolution bolivarienne sort renforcée de l'élection présidentielle



Hugo Chavez vient d'être réélu, pour la quatrième fois, lors d'une élection qui a connu une participation historique, 81%. Il y a 15 ans, lors de sa première élection, les Vénézuéliens ont rejeté tout un système politique dominé par les partis traditionnels, la social-démocrate Action démocratique et la social-chrétienne COPEI qui se sont partagé le pouvoir pendant 40 ans, créant un système corrompu et clientéliste alimenté par la manne du pétrole.

Depuis 1998, Hugo Chavez et les partis de la nouvelle majorité ont été confrontés 16 fois à cette même coalition soutenue par le patronat, l'Église, les vieux syndicats et des grands médias privés. C'est cette même alliance qui a participé activement au coup d'État de 2002, qu'on a voulu nous présenter comme de grands démocrates dévoués au combat contre le « populisme » du président sortant.

Depuis sa première élection, Hugo Chavez obtient des scores en hausse : 3,6 millions de voix en 1998, 3,7 millions en 2000, 7 millions en 2006 et en 2012, 8,1 millions de voix (55%). Le Parti socialiste uni du Vénézuela est le premier parti avec 43% des voix, son allié, le Parti communiste du Vénézuela obtient 3,3% des voix. Le reste va aux autres partis du Grand Pôle patriotique. Du côté de l'opposition, qui obtient 44,24%, aucun des partis qui la composent n'atteint 15% des suffrages.

Ces résultats confirment l'attachement des Vénézuéliens aux progrès réalisés par la Révolution bolivarienne et montrent un clair rejet des propositions du candidat de l'opposition Henrique Capriles, issu de la vieille droite, qui s'est vu obligé de faire une campagne marquée au « centre-gauche ». Il avait promis de rendre « plus efficaces » les politiques mises en œuvre tout en se gardant de dire qu'il prévoyait d'ouvrir au secteur privé les secteurs de la santé et de l'éducation, de reprivatiser la compagnie pétrolière PDVSA, de mettre fin aux politiques de crédit qui imposent aux banques d'allouer 20% de leurs avoirs à des crédits à la production, et de mettre fin à la coopération énergétique avec les pays de la région.

Hugo Chavez obtient une forte majorité en faveur de sa proposition centrale : l'approfondissement de la Révolution bolivarienne et la poursuite de la construction de ce qu'il appelle le « Socialisme du XXI^e siècle ». Il représente, aux yeux des Vénézuéliens, la garantie d'une prise en compte des leurs préoccupations, la lutte contre la corruption et contre l'insécurité, deux fléaux hérités du néolibéralisme qui restent ancrés

dans la réalité du pays et qui ne peuvent être combattus que par une action déterminée et de longue haleine.

Henrique Capriles avait fait campagne en s'attaquant au projet *Petrocaraiibe*, qui donne accès au pétrole vénézuélien aux pays des Caraïbes et de l'Amérique centrale, à des prix préférentiels et avec des conditions de financement avantageuses. Des « cadeaux », pour Henrique Capriles, qui privent le pays de moyens qui devraient être utilisés autrement. Il s'est bien gardé de dire le fond de sa pensée : pour lui, le projet d'intégration régionale qui est le cadre de cette coopération devrait être abandonné au profit d'accords de libre échange et PVDSA devait être privatisé. Il n'est pas inutile de rappeler que PVDSA gère les réserves les plus importantes de pétrole au monde...

Grâce à une politique de diversification de ses relations commerciales, le Venezuela se dégage peu à peu de sa dépendance vis à vis de ses exportations pétrolières vers les États-Unis qui recevaient 75% du total exporté. La Chine investit au Venezuela et apporte des crédits à taux bas qui permettront le développement de l'industrie du pays. La Chine est désormais le deuxième importateur suivi de l'Inde. Le Venezuela ne fait pas cadeau de son pétrole. Il l'utilise pour assurer son développement et renforcer la coopération Sud-Sud tant avec ses partenaires latino-américains qu'avec d'autres pays dits émergents.

Les ressources tirées du pétrole servent à financer la moitié des dépenses publiques du pays et les politiques sociales qui ont apporté l'éducation et la santé à des millions de personnes. En 2011, 250 000 logements sociaux ont été construits sur les 3 millions programmés pour 2018, et le nombre de personnes ayant accès à une retraite s'est multiplié par quatre. Cette dernière année les dépenses gouvernementales ont augmenté de 30%, et si on prend l'année du lancement des « Missions » (programmes sociaux) comme référence, on peut dire que 330 milliards de dollars ont été consacrés au développement social. La compagnie PVDSA est un vecteur de développement dans la Révolution bolivarienne.

Ce sont ces avancées que les électeurs ont voulu défendre contre l'offensive de la droite. Mais des défis restent à relever. Le premier est le renforcement de la majorité politique en faveur des changements. La droite aussi progresse de plus de deux millions de voix par rapport à la présidentielle de 2006, et elle espère pouvoir marquer des points lors des élections régionales du mois de décembre prochain. On parle d'une société polarisée, c'est de la lutte de classes qu'il s'agit. Au Venezuela, elle a lieu dans le cadre de grandes avancées démocratiques qui sont à la base de cette révolution qui avance.

Obey Ament

responsable Amérique latine des Relations internationales

Tunisie la révolution continue

La montée de la violence en Tunisie est le reflet d'un affrontement politique de plus en plus aigu entre des visions opposées de la société tunisienne, sur fond de mécontentement social.



Au fond, qu'est-ce qui est en jeu ?

C'est la réalisation des objectifs voulus par le peuple tunisien, qui s'est engagé à faire sa révolution, en chassant son dictateur, pour la liberté, la démocratie, la justice sociale et la dignité.

Les résultats des élections législatives ont brouillé cette image positive, avec la victoire parlementaire du parti islamique Ennahdha, bénéficiant d'un faible taux de participation et de la division des forces de la gauche.

Depuis, un gouvernement à trois s'est mis en place, avec Ennahdha, le CPR et Ettakatol. Son pouvoir est de plus en plus contesté car il est incapable à ce jour de rendre un projet de Constitution, de répondre aux attentes sociales. Il reste sans réaction face à la montée de l'intolérance et de la violence, contre les femmes, les syndicalistes, les artistes, les journalistes. À l'origine de ces agressions, des groupes salafistes et des milices de l'ex dictature reconverties.

Ces violences se sont multipliées contre les militants de la nouvelle coalition du Front populaire avec le Parti des travailleurs tunisiens (ex PCOT) et de Nidaa Tounes, formation de l'ancien Premier ministre post Ben Ali : Béji Caid Essebsi. Violence qui a culminé ces derniers jours avec la mort d'un militant de Nidaa Tounes, victime d'une agression.

Tout cela sur fond de protestation sociale

Le Premier ministre reconnaît lui-même 17 000 mouvements sociaux depuis le 14 janvier 2011, jour de la chute de Ben Ali.

Au cœur de ces mouvements, la question de l'emploi, notamment des jeunes diplômés, des salaires parmi les plus bas de la région et l'abandon continu de régions de la Tunisie déjà déshéritées.

La baisse du tourisme, les départs d'entreprises vers l'Asie font chuter d'autant la croissance, tombée à 2%. L'annonce récente des 114 privatisations par le gouvernement s'ajoutant aux inquiétudes pour l'avenir.

La récupération des biens de l'ancien dictateur, l'allègement de la dette tunisienne d'un montant de 15 milliards d'euros, dont la moitié serait imputable à Ben Ali sont des batailles toujours d'actualité.

L'Équateur, par la voix de son président Rafael Correa, a décidé d'apporter son aide à la Tunisie en vue de renégocier sa dette externe.

La Tunisie vit des temps difficiles

Ce bras de fer révèle à la fois des enjeux de pouvoir s'aiguissant en vue des prochaines élections présidentielles et législatives pour l'été 2013, mais aussi des conceptions différentes de la société.

Le « dialogue national » proposé par l'UGTT auquel a répondu 35 partis, 20 organisations de la société civile et des personnalités est la voie qui peut assurer la réussite d'une démarche susceptible d'œuvrer à des réponses concernant la future Constitution aujourd'hui en panne, le statut du régime et les choix économiques.

Le peuple tunisien, qui a fait sa révolution, ne veut pas se taire face aux difficultés qui l'assaillent et aux menaces de le museler.

Le pouvoir va-t-il prendre en compte ces aspirations ou au contraire jouer la tension, susciter le chaos, pour apparaître demain comme le seul recours ?

Les manifestations pacifiques qui viennent de se dérouler à Tunis, du Front Populaire et des partis de Nidaa Tounes, d'Al Masar et d'El Jough Mouri, font la preuve de la maturité d'une opposition qui refuse de tomber dans le piège de la violence.

La Tunisie révèle au grand jour ce que masquait la dictature : une société traversée de courants politiques et idéologiques divers et contradictoires avec au final la démocratie comme seule garantie de l'unité.

Une démocratie où le peuple est acteur et décideur de son propre destin.

On retrouve là des valeurs et des objectifs qui sont propres à tous les peuples du monde arabe qui veulent se libérer de toutes les dominations.

Patrick Margaté
responsable Monde arabe des Relations internationales

Belgique l'ultra droite séparatrice peut être contenue



Ces élections du 14 octobre se sont d'abord traduites par une nouvelle poussée du N-VA (Nouvelle alliance flamande, parti de l'ultra droite séparatiste) en Flandre. À Anvers, avec 38% des suffrages, il conquiert la mairie en battant le PS sortant. Il réalise 30% en moyenne sur l'ensemble de la région flamande, mais il avait déjà réalisé 28% lors des élections législatives du 13 juin 2010 où il avait percé comme premier parti, profitant du recul des chrétiens-démocrates, des libéraux, et surtout du Vlaams Belang (extrême droite)¹. À Anvers, le N-VA fait aujourd'hui 38% alors que le Vlaams Belang obtient 10% contre 30% en 2006 au moment où le N-VA n'existait pas encore.

Le N-VA aura du mal néanmoins à élargir encore son audience sur les bases séparatistes actuelles car les autres partis de la droite flamande, associés au gouvernement belge (gouvernement de coalition « violette » associant les socialistes du Premier ministre Di Rupo, et les libéraux) ont mieux résisté que prévu à l'offensive ultra-nationaliste.

En Wallonie, le dispositif des forces politiques est, en effet, très différent. Le PS, bien qu'en recul, reste le premier parti avec 32% (-5,7% par rapport à 2006); les libéraux du Mouvement des réformateurs progressent avec 27,7% (+ 5,5). Les démocrates-chrétiens se maintiennent et les écolos (GROEN en Flandres), aujourd'hui dans l'opposition, progressent (13,2%).

Au sein de la gauche d'alternative anticapitaliste, le PTB (Parti des travailleurs) progresse très nettement, en Flandres comme en Wallonie il obtient 8% à Anvers (avec son président Peter Mertens). En Wallonie, le PTB fait une percée à Liège (6,2%), Seraing (14%), Herstal (14%). Il obtient ses premiers élus en région bruxelloise et dans le Hainaut à Mons et Charleroi.

Le PTB bénéficie d'un positionnement politique qui le place dans une opposition sociale nette au gouvernement fédéral et à la politique d'austérité et de coupes sociales mises en œuvre par les gouvernements successifs et qui a des répercussions au plan local. Le PTB tente d'agir au plus près des préoccupations concrètes des citoyens.

D'autres forces de la gauche d'alternative sociale et écologique ont plus de mal à se structurer; certaines d'entre elles, comme le Parti communiste de Wallonie-Bruxelles, se présentaient sur des listes ouvertes (écologistes, mouvements de gauche,) mais elle ont eu peu d'impact réel au plan local.

Les enjeux de la prochaine période

La politique de rigueur et de régression sociale, appliquée tant par les gouvernements précédents que par l'actuel gouvernement socialiste-libéral, n'a eu pour l'instant qu'un impact limité sur les résultats du scrutin municipal. Mais cette politique risque de fragiliser encore plus le pays dans la prochaine période. Elle alimente les poussées nationalistes extrêmes. Cette droite séparatiste flamande, consciente qu'elle risque de ne pas avoir le soutien suffisant des autres forces politiques, pour une partition totale du pays – et que le projet séparatiste est très minoritaire dans le pays – va surenchérir en parlant de « confédéralisme », pour en fait obtenir encore plus de compétences sur le plan fiscal et budgétaire. Au détriment des politiques solidaires indispensables au niveau de l'État et alors que l'Europe (le traité et les politiques budgétaires et anti-sociales qu'il induit) pousse à de nouveaux ajustements budgétaires².

Dans ces conditions, un des enjeux importants pour la gauche de transformation sociale anticapitaliste, c'est de trouver les moyens de continuer à se rassembler pour construire une alternative de progrès, contribuant ainsi à faire reculer la droite extrême.

José Cordon
responsable Europe des Relations internationales

SUGGESTIONS

La Revue du projet

Entretien de Jacques Fath, responsable international du PCF, sur l'état du monde, <http://projet.pcf.fr/29530>

Recherches internationales

n°93 janvier-mars 2012, dossier consacré aux expériences de la gauche latino-américaine au pouvoir

L'Afrique avenir du monde, entre chaos et renaissance

Le continent du futur sous les feux de l'actualité de Martin Verlet. Ed. PubliSud

Notre camarade Martin Verlet, chercheur en socio-anthropologie, grand connaisseur de l'Afrique, expert du Ghana dont il a fait son terrain de recherche durant quinze ans, signe un très important ouvrage, indispensable à tous ceux qui s'intéressent pour une raison ou une autre à l'Afrique. Préfacé par Francis Wurtz et postfacé par Roland Waast, directeur de recherches émérite à l'Institut de Recherches pour le développement, ce livre nous invite à y revenir plus longuement dans le prochain numéro de la LRI.

1. Voir dans la LRI de juin 2010, article Élections législatives : où va la Belgique ?

2. Ibid

République tchèque échec de la droite et poussée communiste aux élections



Les élections régionales se sont tenues les 13 et 14 octobre. Elles ont été marquées par une déroute de la coalition de droite qui gouverne le pays. Le parti conservateur (ODS) du Premier ministre Petr Necas passe de 23,27% à 12,29% et perd 78 sièges. Les libéraux du TOPO9 reculent à 6,63% (16,70% aux législatives de 2010 ; ce parti n'existait pas en 2008).

Le parti social démocrate (CSSD) reste le premier parti avec 23%. Il recule néanmoins fortement (35,86% en 2008 et moins 75 sièges) et ne conserve plus que neuf régions sur 13.

Les communistes du KSCM (Parti communiste de Bohême et de Moravie) se renforcent très sensiblement. Ils deviennent la deuxième force politique du pays avec 20,44% (15,05 en 2008) et 182 sièges (+ 68). Ils l'emportent pour la première fois dans deux régions de la Bohême, Karlovy Vary et Usti und Labem.

Aux élections sénatoriales qui se déroulaient également les 13 et 20 octobre, les sociaux-démocrates ont bénéficié du recul de la droite et deviennent majoritaires avec 46 sièges (+ 5) sur 81. Les conservateurs gardent 15 sièges (- 10), les libéraux 9 et les démocrates-chrétiens 6. Une candidate verte est élue également, de même que trois indépendants. Le PCBM, bien qu'ayant aussi progressé au premier tour des élections (avec quatre candidats arrivés en tête), conserve ses deux sièges et élit son candidat sortant.

Ces résultats montrent le profond rejet par le peuple tchèque de la politique de droite marquée par une accélération des politiques d'austérité et de régression sociale qui se sont traduites, depuis 2011, par les plus importantes grèves et manifestations depuis 1989.

La nette avancée du PCBM, la majorité constitutionnelle désormais acquise par la gauche à la Chambre haute (qui peut permettre notamment d'enrayer l'offensive contre les droits fondamentaux qui a plus particulièrement touché les communistes ces dernières années), la montée des mobilisations populaires contre l'austérité et la régression sociale programmée depuis Bruxelles, participent d'un nouveau rapport de forces plus favorable à un changement réel de politique dans le pays.

José Cordon
responsable Europe des Relations internationales

le billet de Gérard Streiff

Bush rouge

Neil Bush est le frère cadet de l'ancien président George W. Bush. Ce quinquagénaire fait du négoce avec la Chine et se montre très actif sur les microblogs chinois.

Notre texan a un sens très particulier de l'humour ; il a récemment posé en uniforme Mao, casquette, costard, sac en bandoulière et tout le toutim, avec ce message (en anglais et en chinois) : « Je pense rejoindre les rangs du PCC. Que pensez vous de mes accessoires? ».

Paraît que sa plaisanterie n'a guère été goûtée du côté de ses « guanxi » (relations) chinoises. Faut dire que jusqu'ici, Neil était « grassement payé » (la presse dixit) pour siéger dans des conseils d'administration de grandes sociétés chinoises...

SUR LA 4^e SESSION DU *Tribunal Russell pour la Palestine*

La 4^{ème} session du *Tribunal Russell pour la Palestine* (TRP) a eu lieu à New York les 6 et 7 octobre. Angela Davis, Alice Walker, Mairead Corrigan Maguire, Stéphane Hessel, ainsi que des juristes comme Michael Mansfield, avocat anglais, composaient le jury, dont Stéphane Hessel était le président d'honneur. Parmi les initiatrices du TRP, Nurit Peled, professeure israélienne, était présente. Leila Shahid, bien qu'ambassadrice de la Palestine auprès de l'Union européenne, n'avait pas pu obtenir de visa pour les États-Unis...

Cette 4^e session du TRP se penchait sur la faiblesse de l'ONU en matière de lutte contre les violations, par Israël, du droit international, et sur la notion de sociocide. Elle regardait aussi la complicité des États-Unis.*

Le rôle de l'ONU dans l'obstruction au droit à l'autodétermination des Palestiniens

Ilan Pappé, historien israélien, a rappelé en introduction que l'idéologie sioniste a très vite intégré, pour les Palestiniens, l'idée de dépossession de la terre. Cette dernière forme de colonialisme contenait donc, dès le départ, toutes les violations des droits humains et notamment politiques des Palestiniens. La politique israélienne d'annexion de territoires sans leur population, comme c'est le cas en Cisjordanie, a donc créé des citoyens sans citoyenneté.

Depuis la résolution 181 en 1947, qui recommandait « la création d'un État juif, d'un État arabe et d'une zone sous protection internationale », la Palestine peut être, de fait, considérée comme un État. De nombreux pays l'ont d'ailleurs reconnue comme tel. Dans toutes les négociations jusqu'à présent, ce n'est pourtant jamais la notion d'État qui a été discutée mais celle des frontières. Et lorsqu'il s'agit de demander au Conseil de Sécurité de l'ONU de procéder à la reconnaissance de l'État de Palestine, la menace du veto américain plane. Cet état de fait permet à Israël de justifier l'arrêt des négociations, puisqu'elles doivent se faire entre États, et qu'Israël n'a donc pas, à cet égard, de partenaires officiels.

Il a toutefois été rappelé que des négociations de paix ne peuvent pas être bilatérales. Plusieurs textes disent la responsabilité légale de l'ONU dans la résolution de ce conflit. Peter Hansen, ancien commissaire général à l'UNRWA, a souligné que la fonction principale de

l'ONU est sa fonction normative. Elle ne devrait donc pas se contenter de sa fonction humanitaire... et trouver un juste équilibre. Il faudrait surtout que l'ONU revienne à son rôle essentiel : l'application de ses propres résolutions !

L'Assemblée générale de l'ONU a des moyens légaux pour résoudre le conflit israélo-palestinien, qu'elle peut coupler avec ses pouvoirs au plan économique et humanitaire. Et elle n'est pas, pour sa part, soumise à un veto, contrairement au Conseil de Sécurité.

La nécessaire réforme de l'ONU, organe inter-étatique, ne peut avoir lieu « de l'intérieur ». Il faut que les peuples prennent conscience que c'est en faisant pression sur leurs gouvernements, comme aujourd'hui avec l'exigence de la reconnaissance de l'État de Palestine, qu'une ONU plus démocratique, reflétant la complexité et les mouvements du monde, pourra émerger.

Le rôle des États-Unis dans le soutien aux violations des droits des Palestiniens a aussi été étudié

Sur le cas de la colonisation, comme le rappelle Diana Buttu, avocate et ancienne porte-parole de l'OLP : jusqu'au gouvernement Reagan, son illégalité était reconnue, avec Clinton, la colonisation est devenue « un obstacle à la paix ». On glisse doucement vers une légitimation de la colonisation, qui n'est pas une notion juridique. Mais cette attitude américaine résulte d'intérêts communs notamment l'aide militaire et sécuritaire.

La pression des lobbys sionistes chrétiens, très liés au complexe militaro-industriel américain, est également un facteur explicatif. Leurs intérêts financiers coïncident avec leur position religieuse.

Le crime de sociocide

Le sociocide n'est pas un concept du droit international, comme le génocide. Cependant, tous les principes sur lesquels repose une société (la sécurité, la durabilité, c'est à dire la capacité de produire les biens nécessaires à sa survie, la culture et l'identité) sont niés aux Palestiniens.

La notion de sociocide comprend une évolution qu'il est important d'introduire dans le débat, à divers égards. En effet, le mot génocide, universellement adopté dès 1945, incluait dans sa définition initiale le sociocide, mais dès la première Assemblée générale, il

* La 1^{ère} session, à Barcelone, avait été consacrée à la complicité de l'Union européenne et de ses États membres dans l'occupation des territoires occupés et la violation du droit international ; la 2^e, à Londres, à la complicité des entreprises multinationales, et la 3^e, au Cap, à la question de la politique d'apartheid d'Israël.

Tribunal Russell pour la Palestine

a été codifié pour ne concerner, finalement, que le «génocide physique» associé à une guerre. Cependant, cette inclusion initiale du sociocide dans le génocide, permettrait à cette notion, si elle venait à exister juridiquement, d'entrer de fait dans le cadre des crimes contre l'humanité. De plus, définir ce crime permettrait de rompre avec la rhétorique du «comme le crime n'est pas défini, on ne peut pas le combattre».

Saleh Abd el Jawwad, politologue palestinien, a également témoigné de l'importance de cette notion de sociocide, arguant qu'il faut un «concept unique» pour décrire ce «conflit unique». Pour lui, le terme d'«apartheid» est un concept négatif, lié à l'Afrique du Sud, alors que la situation palestinienne est totalement différente. Pour Israël, en effet, les Palestiniens ne doivent pas faire partie du tout de l'État envisagé dans sa forme finale.

Ce sociocide des Palestiniens comporte deux aspects: le premier, brutal, avec la Naqba de 1948 et la destruction physique des villages palestiniens et le deuxième, plus lent et continu, qui consiste à faire disparaître la mémoire et le souvenir de la société palestinienne. En outre, pour Saleh Abd el Jawwad, la construction du Mur n'a pas pour seul but l'annexion des terres et la sécurité d'Israël, elle vise aussi à enfermer la rage palestinienne en vase clos pour qu'elle se retourne contre les Palestiniens eux-mêmes.

Poursuivre le soutien au peuple palestinien

Les conclusions de la session ont été présentées devant le Comité pour les Droits inaliénables du peuple palestinien au siège de l'ONU. Elles ont affirmé qu'Israël violait effectivement les lois internationales, que les États-Unis se rendaient complices de ces violations.

L'ONU a échoué dans son rôle de prévenir les violations du droit commises par Israël et doit prendre des

mesures proportionnelles à la durée et à la gravité de ces violations (crimes de guerre...). Ces échecs délégitiment les instances régies par le droit international.

Le TRP a aussi admis que les Palestiniens étaient victimes de crime de sociocide, bien que cette notion ne soit pas reconnue par le droit international, mais seulement au niveau académique. Pour faire évoluer le système et les concepts du droit international, il faut mobiliser les opinions publiques à travers des campagnes, comme Boycott, Désinvestissement, Sanction (BDS), et soutenir les demandes de condamnations des violations du droit.

Le PCF doit se saisir de ces conclusions pour poursuivre son soutien sans faille à la lutte du peuple palestinien pour l'obtention de ses droits inaliénables.

Mathilde Caroly
AFPS

André Chassaigne, député, président du Groupe GDR à l'Assemblée nationale, a déposé une **proposition de résolution pour la reconnaissance par la France de l'État de Palestine** (octobre 2012).

Elle est présentée également par Alain Bocquet, François Asensi, Marie-George Buffet, Jean-Jacques Candelier, Patrice Carvalho, Gaby Charroux, Marc Dolez, Jacqueline Fraysse et Nicolas Sansu.

Plusieurs parlementaires ont appuyé cette démarche par des initiatives telles que la lettre de Laurence Cohen, sénatrice communiste au groupe CRC, à François Hollande, pour demander l'admission de la Palestine à l'ONU (26/10/12), et la lettre de François Asensi, député au groupe GDR, à Laurent Fabius, pour demander la reconnaissance de la Palestine à l'ONU (25/10/12).

MONDE ARABE

Syrie

Participation de Jacques Fath au **débat public** le 4 octobre à Marseille, à l'initiative de la **Fédération des Bouches du Rhône**, animé par Josiane Durrieux, avec **Fouad Al Katrib, membre du Comité national de coordination pour le changement démocratique**.

Participation de Jacques Fath au **Café politique** organisé à Paris le 9 octobre, à l'initiative du Parti de gauche.

Rencontre du **Comité de Secours aux populations syriennes**, le 12 octobre, avec Patrick Margaté pour le PCF.

Colloque organisé par le Conseil national du Kurdistan de Syrie à l'Assemblée nationale, le 13 octobre. Intervention de Patrick Margaté pour le PCF.

Le 20 octobre, une **manifestation de solidarité avec le peuple syrien** a eu lieu à Paris, avec la participation de Patrick Margaté pour le PCF.

Le 26 octobre, le **meeting de lancement de la campagne du Comité de secours pour les populations syriennes** s'est tenu à la Bourse du Travail de Paris, avec Patrick Margaté et Catherine Margaté, maire de Malakoff, pour le PCF.

Méditerranée

Participation de Yann Leroy pour le PCF, à la **conférence du PGE et des forces progressistes de la Méditerranée**, à Palerme du 5 au 7 octobre.

AFRIQUE

Mali

Audition au siège du PCF de **Issa Ndiaye, professeur à l'Université de Bamako**. 70 personnes ont participé à ce temps de réflexion. Le compte-rendu de cette audition est disponible sur demande à cette adresse mail : afrique@pcf.fr (2/10/2012).

Communiqué « **le PCF s'oppose à une intervention militaire aventureuse et dangereuse** » (28/9/2012)

<http://www.pcf.fr/28671>

Participation au **colloque de Sciences Po sur le thème *Le Mali va-t-il perdre le Nord ?*** avec Ibrahim Boubacar Keita, ex-président de l'Assemblée nationale du Mali, Jean Félix-Paganon, ambassadeur de France, représentant spécial pour la région du Sahel, Pierre Boilley, directeur du Centre des études des mondes africains (Cemaf), spécialiste du Sahel et du peuple touareg. Sylvie Jan pour le PCF (24/10/2012).

Togo

Prise de parole de Marine Malberg au **rassemblement organisé par le Collectif Sauvons le Togo, devant le parlement européen, à Bruxelles**. (5/10/2012).

Burkina Faso

Délégation du PCF à Ouagadougou pour le **25ème anniversaire de l'assassinat de Thomas Sankara** du 12 au 18 octobre. Présentation de la demande de la commission d'enquête déposée par le président du groupe André Chassaigne. Rencontre avec plusieurs partis d'opposition, des associations de femmes, syndicalistes, jeunes. Participation de Sylvie Jan et Marine Malberg.

EUROPE

Obey Ament a participé, le 15 octobre, à la **réunion du Groupe de travail Amérique latine-Caraïbes du PGE** à Bruxelles.

Les 12 et 13 octobre, pour la **Campagne des élections aux Parlements autonomes de Galice et du Pays Basque**, participation du Front de gauche (José Cordon) et de Syriza aux campagnes de L'Alternative galicienne de gauche (Gauche Unie et Anova) en Galice et de Ezker Anitza-Gauche unie au Pays Basque.

Hommage à la République espagnole. Table-ronde: *L'engagement internationaliste des Brigades internationales*, avec Jean Ortiz, Javier Moreno, Jean-Paul Chanterau (ACER), Javier Ruiz pour le PCE et José Cordon pour le PCF, le 20 octobre à Toulouse.

KURDISTAN TURC

Projection du **film *Ez Kurdim*** à Lille à l'initiative de *Femmes solidaires* avec la participation de Sylvie Jan, animatrice nationale du réseau PCF/Kurdistan, au débat qui a suivi (3/10/2012).

Projection à Champigny, à l'initiative de Dominique Adenot, maire. 250 personnes en présence des réalisateurs. Le maire a proposé qu'un ou une députée kurde emprisonnée devienne citoyenne d'honneur de la ville (4/10/2012).

Débat à Ajaccio (26/10/2012).

AMERIQUE LATINE

Venezuela

Le 8 octobre, Pierre Laurent a reçu **Isais Rodriguez, ex-vice président du Venezuela et actuel Ambassadeur en Italie**. Jacques Fath et Obey Ament ont participé à cette rencontre.

Obey Ament a participé à la **soirée pour fêter la réélection de Hugo Chavez à la présidence du Venezuela**, organisée le 13 octobre par les amis de l'Usine avec la **participation de Martine Billard pour le PG et la présence des Ambassades du Venezuela, de Cuba et de l'Équateur**.

Cuba

Obey Ament a participé à la **présentation du dernier rapport sur le Blocus contre Cuba** à l'Ambassade de Cuba, le 11 octobre.

Jacques Fath et Obey Ament se sont rendus en **délégation du PCF à Cuba**, du 22 au 27 octobre. La prochaine LRI y consacrera un dossier.

Pérou

Message de solidarité du PCF adressé le 5 octobre au **Parti communiste péruvien pour son XIV^e Congrès**.

Bolivie

Le 17 octobre, Obey Ament a salué **David Choqueuanca, ministre des Relations extérieures** de Bolivie, lors de son passage à Paris.

ASIE

Viet Nam

Une **délégation de la commission des Relations internationales du PCV** conduite par Dct Do Hoang Hong, directeur général du Département des relations de solidarité entre les peuples, a été reçue au siège du PCF par Jacques Fath et Paul Fromont.

Sri Lanka/Tamil Elaam

Le 10 octobre 2012, à l'initiative de Marie-George Buffet, députée, Seenithamby Yoheswaran, membre du Parlement du Sri Lanka, élu de la circonscription de Batticaloa, a pu s'adresser à l'Assemblée nationale, pour exposer la difficile situation des populations tamoules des districts Nord et Nord-Est du Sri Lanka, plus de trois années après l'achèvement de la guerre civile : violations continues des droits de l'Homme dans le cadre d'une administration largement aux mains des militaires, violences sexuelles contre les femmes, maintien des camps de « déplacés », spoliations des terres appartenant à des citoyens tamouls victimes ou non de la répression et implantation de colons cinghalais sur ces terres.

Paix sécurité désarmement

Participation de Claire Chastain, pour le PCF et le Collectif national unitaire OTAN-Afghanistan, à la **conférence de la société civile *Les chemins vers la paix en Afghanistan***, à Bonn, les 13 et 14 octobre. Intervention à l'atelier « l'OTAN et la guerre d'Afghanistan ».

Le Parti communiste français publie régulièrement des communiqués liés à l'actualité internationale.

Les communiqués sont à retrouver intégralement sur le site du PCF:

www.pcf.fr

Chaque mercredi, dans *l'Humanité*, un article sur la situation internationale, publié dans le supplément *Communistes*

RÉPONSE À LA TRIBUNE DE CYNTHIA FLEURY, DANS *L'HUMANITÉ* DU 3 OCTOBRE **Moudjahidines : comment Cynthia Fleury peut-elle se tromper à ce point ?**

Les Moudjahidines, dits du Peuple, d'Iran ont été de longues années durant des alliés fidèles de la dictature irakienne. Ils ont été soutenus, hébergés, financés, armés par Saddam Hussein. Ce seul fait aurait dû ralentir l'enthousiasme de Madame Fleury... qui omet de le rappeler clairement. Les Moudjahidines n'ont d'ailleurs jamais accepté de reconnaître cette réalité et cela suffit à les discréditer pour longtemps.

Les Moudjahidines ont su établir en Europe et même au-delà un réseau de soutien de responsables politiques de la droite, de la social-démocratie et même franchement de gauche. Beaucoup aujourd'hui se laissent, en effet, abuser et rentrent dans ce consensus très pro-occidental qui permet à cette organisation d'apparaître, au nom de la défense des droits de l'Homme, comme une référence d'opposition à la dictature des Mollahs. Pourtant, la politique de l'OMPI est sans colonne vertébrale.

Les Moudjahidines ne présentent aucun projet véritable et crédible pour l'Iran de demain. Ils pratiquent, autour de leur dirigeante Maryam Rajavi, un culte de la personnalité consternant. Ils répètent le mot

« démocratie » sans stratégie, sans contenu capable de dessiner un avenir.

Il y a une opposition réelle en Iran : des progressistes, des socialistes de gauche, des marxistes, des communistes, des laïques... Il y a aussi le Mouvement qu'on appelle Vert. Ces forces essaient d'être sur le terrain... avec un certain courage. Les communistes français sont solidaires de toutes celles et ceux qui agissent pour la fin du régime actuel de dictature en Iran. Ces courants d'opposition sont dans une situation difficile vus l'histoire et le contexte iraniens, mais elles cherchent à offrir une politique qui soit, disons, digne de ce nom. Raison de plus pour les soutenir.

Naturellement, le PCF s'est toujours opposé à ce que les autorités irakiennes actuelles décident de renvoyer l'OMPI en Iran. Les Moudjahidines ont été les alliés privilégiés d'une certaine dictature, mais il n'y aurait pas de raison, évidemment, à les livrer à un régime qui traite les libertés et les êtres humains de la même manière.

Jacques Fath
responsable des *Relations internationales* du PCF

LA CONFÉRENCE MÉDITERRANÉENNE DE LA GAUCHE PALERME 5-7 OCTOBRE 2012

unifier la lutte des peuples pour la démocratie la paix et la justice sociale du Sud au Nord

La Conférence méditerranéenne de la gauche, qui s'est tenue à Palerme du 5 au 7 octobre 2012, a été une grande occasion de rencontrer, d'échanger et d'analyser de façon utile et bénéfique, la situation complexe vécue par les pays de l'aire méditerranéenne. Nous vivons dans un temps de crise profonde du capitalisme et de sa forme néolibérale. C'est une crise qui aggrave les inégalités sociales, et accroît le chômage et l'insécurité pour les classes laborieuses, en particulier les jeunes et les femmes. Les grands changements qui ont parcouru l'ensemble de l'aire méditerranéenne, à partir de la Tunisie et de l'Égypte, sont nés de l'échec du modèle néolibéral, l'exigence de pain et de démocratie a porté des millions de femmes et d'hommes descendus dans la rue pour réclamer du travail, de la dignité et de la justice sociale.

Une demande de justice sociale et de démocratie grandit dans les villes du nord de la Méditerranée et dans l'ensemble de l'Europe contre la politique austéritaire des banques et des gouvernements qui font payer leurs peuples pour la crise.

Aux soulèvements populaires de la rive sud ont répliqué ceux des capitales de l'Europe méridionale, avec des masses mobilisées luttant pour conquérir une souveraineté populaire véritable et effective.

Les grandes espérances de changement engendrées par ces mouvements populaires sont désormais menacées. Il y a une grande offensive contre les demandes populaires, venant d'une coalition entre l'impérialisme, les forces réactionnaires de la zone, comme l'Arabie saoudite et le Qatar, et les partis politiques qui leur sont alliés, et maintenant au pouvoir, comme les Frères musulmans, qui servent désormais les plans géopolitiques de l'impérialisme, du capitalisme et du système néolibéral dans toute la région. Nous croyons que seul un changement radical dans l'ordre dominant social et économique peut apporter une réponse à la question de la justice sociale qui prend de l'ampleur au Nord et au Sud de la Méditerranée.

La tâche de la gauche et des forces des mouvements ouvriers en cette période est de créer une alternative afin de reconstruire un espoir de changement pour une société basée sur la justice sociale, la démocratie et la paix, pour l'égalité et la liberté, pour le socialisme.

Pour cela, il est nécessaire d'unifier et de coaliser les forces de la gauche du Sud et du Nord.

La Conférence exprime sa préoccupation au sujet de l'aggravation de la guerre civile en Syrie et du risque d'une intervention militaire extérieure, menace affichée par la Turquie, les États-Unis et l'OTAN. La Conférence, dénonçant l'ingérence inacceptable des pétromonarchies et de la Turquie dans l'entreprise de militarisation du conflit, comme de la brutale répression menée par le régime, exprime son opposition à toute intervention de l'impérialisme et à une nouvelle guerre en Syrie ou en Iran. La Conférence forme le vœu que les aspirations légitimes du peuple syrien à un changement démocratique dans son propre pays puissent être satisfaites par une voie politique et pacifique, pour éviter l'aggravation d'une guerre civile aux fondements confessionnels, et d'un conflit qui préfigure la division du pays et son éclatement, ou bien qu'il dérive vers un État confessionnel, et afin d'éviter une catastrophe humanitaire.

La Conférence a exprimé son soutien aux luttes pour la reconnaissance des droits civiques et humains dans l'ensemble de la région, à la lutte pour mettre un terme aux occupations là où elles existent encore dans l'aire méditerranéenne, et au droit à l'autodétermination des peuples.

C'est pourquoi la Conférence exprime son soutien à la cause du peuple palestinien dans sa lutte contre l'occupation, pour son droit à l'autodétermination, son droit à disposer de son propre État avec la partie arabe de Jérusalem [Jérusalem-est] comme capitale. Elle condamne les politiques d'apartheid et de colonisation à partir des colonies implantées par l'occupation israélienne, soutenues par les États-Unis et l'Union européenne.

Nous dénonçons la construction du mur et les expulsions forcées des Palestiniens de Jérusalem et de l'ensemble de la Cisjordanie, et nous encourageons et soutenons le mouvement de résistance populaire qui les combat.

Nous demandons la reconnaissance de la Palestine par les Nations unies, comme la demande l'OLP. Nous demandons l'arrêt et le démantèlement de la construction des colonies et la reconnaissance du droit au

conférence méditerranéenne de la gauche

retour des réfugiés palestiniens. Nous réclamons la fin du siège inhumain de Gaza.

Nous demandons la libération des prisonniers politiques palestiniens, d'Ahmed Sa'dat et de Marwan Barghouti.

La Conférence exprime son soutien à la résolution de la question du Sahara Occidental par le référendum d'autodétermination du peuple sahraoui [des populations sahraouies], en accord avec les résolutions des Nations unies, et appelle au respect des droits de l'Homme, et à la remise en liberté des prisonniers politiques sahraouis.

La Conférence appelle à la fin de la répression contre le peuple kurde dans tous les pays [concernés]. En Turquie, nous réclamons l'arrêt de la persécution contre le BDP, ses militants et ses dirigeants. Nous appuyons une solution politique et négociée, qui signi-

fie en premier lieu la libération des prisonniers politiques kurdes et d'Abdullah Ocalan.

À Chypre, il est également temps d'en finir avec l'occupation turque, et d'appuyer la réunification de l'île, libérée de ses bases militaires étrangères.

Nous voulons une Méditerranée libérée des armes nucléaires, et libérée des bases militaires de l'OTAN.

Nous appelons à une zone militairement dénucléarisée au Moyen-Orient. L'État d'Israël doit signer le traité de non-prolifération (TNP) et s'intégrer au processus international de désarmement. Les puissances nucléaires doivent cesser leurs recherches et leurs applications sur le nucléaire militaire et la miniaturisation.

La Conférence se félicite de la lutte du mouvement de la paix en Sicile contre le nouveau projet de radar américain.

⇒

un potentiel de solidarité internationale

À l'initiative du Parti de la gauche européenne (PGE) se sont réunies du 5 au 7 octobre des dizaines d'organisations politiques progressistes des deux rives de la Méditerranée. Une première pour le PGE qui, sous la forme d'une conférence, a pu réunir un véritable potentiel de solidarité internationale.

Aux formations issues du mouvement communiste et progressiste historique se sont mêlées des forces ayant joué un rôle prépondérant dans les bouleversements qui ont secoué la méditerranée et l'ordre établi.

Nul n'a été dupe lors des différents travaux, et si les bouleversements qui ont traversé la région ont permis la libération de la parole, les grandes puissances ont aussi pu manœuvrer pour tirer parti de la situation. Afin de maintenir leur domination, les puissances économiques voient une sortie de crise par la mise en place de « gouvernements techniques » au nord et islamistes au sud... Intolérable pour nos ami-e-s et camarades. Aucun sujet n'a été mis de côté, de la question du Sahara occidental au rôle d'Israël dans la région, à la crise en Syrie... Toutes ces réflexions ont débouché sur une déclaration commune rassemblant des partis qui jusque-là, pour beaucoup, n'avaient jamais travaillé d'un commun accord.

Cette rencontre est historique car elle ouvre des perspectives de ponts politiques entre les deux-rives, de « fronts », afin de faire valoir les valeurs de l'humanité. Des organisations différentes, aux histoires diverses ont su mettre pour un temps nombre de

leurs désaccords de côté afin d'entamer une réflexion collective sur un nouvel internationalisme. Prenant ainsi à contre-pied l'idéologie dominante, créant de la solidarité, de l'unité là où le capitalisme ne propose que « fin de l'histoire » et individualisme. Les débats ont été riches, francs, mais loin d'être terminés. Nous devons continuer à développer l'enjeu autour du droit des Sarahouis à déterminer leur destin, tout en laissant ouvert le débat avec les organisations progressistes marocaines. Cette initiative a mis au jour le danger d'une division politique des forces progressistes au sujet de la Syrie, une division voulue en premier lieu par les forces impérialistes, ce qui doit nous encourager à affiner l'analyse politique en commun tout en développant la solidarité concrète avec le peuple syrien.

L'appel à la pérennisation de cette initiative et à l'élaboration d'actions commune a été fortement partagé face aux enjeux qui se dégagent d'un capitalisme en déclin. L'un des premiers objectifs est de continuer à rassembler d'autres forces politiques, à la fois en Europe et vers la rive sud de la méditerranée. Le Forum social mondial devant se tenir à Tunis en 2013 sera, pour le PGE, un autre pas vers la construction de coopérations politiques internationales, partagées et efficaces, pour le nord de l'Afrique et le Moyen-Orient.

Yann Leroy

collaborateur des *Relations internationales*
représentait le PCF à la conférence de Palerme

conférence méditerranéenne de la gauche

Nous voulons une Méditerranée qui défende l'environnement et les biens communs comme l'eau et l'ensemble des services publics. Nous dénonçons la responsabilité des firmes européennes dans la détérioration des conditions de vie des populations des pays du Sud méditerranéen. Nous soutenons le contrôle démocratique et populaire des ressources naturelles et des services publics.

Nous combattons le racisme, la xénophobie et les forces réactionnaires, pour les droits civiques et humains de tous les migrants, pour la sécularisation et contre la discrimination raciale, religieuse et de genre.

Nous dénonçons la politique de l'Union européenne de militarisation et d'externalisation des frontières.

La première conférence de la gauche méditerranéenne est un premier pas. Nous devons poursuivre la coopération entre nos partis, ainsi qu'entre nos organisations de jeunesse et de femmes, entre les syndicats et les militants sociaux, les artistes, les intellectuels, etc.

Nous sommes convenus de créer une équipe de coordination pour préparer la prochaine tenue de la Conférence dans un pays du sud de la Méditerranée,

en 2013, une équipe opérationnelle qui permette de progresser sur cette voie ainsi qu'à trouver la bonne façon pour communiquer entre nous et de constituer des groupes de travail sur les différents thèmes abordés durant la conférence.

Cette coordination permet de poursuivre ce chemin, et d'encourager la participation et l'intégration [de tous]. Nous proposons que l'équipe de coordination se réunisse en mars prochain en Tunisie, à l'occasion du Forum social mondial.

Au moment même de notre rencontre en Sicile, les gouvernements de la zone euro-méditerranéenne se sont réunis à Malte. Leur projet est de continuer à imposer des schémas néo-libéraux et néo-coloniaux, en dépit de la faillite du modèle qui préfère les profits aux peuples, et qui est basé sur l'accaparement des ressources et sur la guerre.

Nous voulons bâtir une autre Méditerranée.

Paix, solidarité, citoyenneté et justice sociale.

Ensemble nous le pouvons. Ensemble nous le ferons.

Vive la solidarité internationale.

POUR UNE AUTRE LOGIQUE EN EUROPE vers un *Alter Summit* européen et citoyen

En Europe, nous sommes entrés dans une nouvelle étape de confrontation de classes. Nous ne connaissons pas les moments ni les formes des futurs tremblements de terre qui ne manqueront de secouer l'Europe, mais nous devons anticiper, co-élaborer avec toutes les forces disponibles un projet alternatif d'une Europe sociale, solidaire, écologique, démocratique, féministe et de paix. Nous devons ouvrir le chantier d'une profonde refondation de l'Europe. Pour savoir refuser une approche nationaliste qui permettrait de masquer la véritable nature du conflit avec les forces du capital et risquerait d'opposer entre elles des populations qui souffrent pourtant de la même logique.

La complexité des structures de pouvoir, le déficit démocratique structurel rendent plus difficile la désignation des responsables, des lieux où une intervention politique saurait être efficace. Des intérêts contradictoires entre pays et grandes régions du continent en rajoutent à la difficulté de définir une stratégie de gauche européenne. Interpréter les confrontations en cours comme des confrontations de classe est un défi pour pouvoir définir une stratégie de gauche et contrer le développement de nationalismes.

L'imbrication des politiques européennes et nationales dans une situation dramatique et comportant de gros risques pour les peuples européens appelle à considérer l'espace européen comme un champ essentiel pour le développement d'une stratégie de gauche. Il ne s'agit pas seulement d'y « renforcer » l'action, mais de gagner en pertinence et efficacité, notamment en articulant les luttes sociales et politiques au niveau national et européen, en formant de nouvelles alliances entre acteurs sociaux et politiques, en politisant les confrontations avec le but de modifier les rapports de force. Face à la généralisation de l'austérité et du démantèlement de la démocratie, un champ de lutte commun s'ouvre pour les peuples du Sud, de l'Est, mais aussi du Nord de l'Europe. Il s'agit de chercher à mobiliser l'ensemble des leviers utilisables pour changer le cours des choses, en fonction d'objectifs communs et le plus possible simultanément. L'expérience récente, avec les élections grecques, a montré que la modification des rapports de force dans un pays, comme Syriza a su le faire, a des conséquences pour toute l'Europe, mais demande en retour des processus de la même nature ailleurs.

La multiplication de protestations est certes indispensable, mais leur addition ne suffit pas pour modifier les rapports de force de façon sensible. La constitution de véritables coalitions d'une nouvelle puissance est indispensable, ce qui demande un saut qualitatif en ce qui concerne la création d'espaces de travail et de lutte. Ces dernières années, nous avons constaté la proximité des analyses et propositions de nombreuses forces en Europe. Il s'agit aujourd'hui de faire

en sorte que ces convergences se traduisent dans des actes politiques concrets, afin de pouvoir modifier le cours des choses.

C'est parce qu'elle répond aux besoins actuels que l'idée d'un *Alter Summit* européen fait rapidement son chemin¹. Lancée depuis fin 2011, cette idée s'est rapidement concrétisée par un appel signé aujourd'hui par plus de 80 organisations dont de nombreux syndicats, des réseaux d'intellectuels et des personnalités². À deux reprises, le PGE et Transform ! ont invité des représentants de syndicats et de mouvements à débattre de leurs convergences et du processus que le PGE soutient : lors d'une rencontre très réussie fin mars à Bruxelles et à l'université d'été en juillet en Grèce. Une coordination européenne s'est mise en place, à laquelle participe très activement Transform ! ainsi que des comités en Belgique, en France, en Grèce. En France, la Coordination nationale pour un audit citoyen (à laquelle participent PCF et FdG) a déclaré soutenir la démarche, tout comme EELV et plusieurs personnalités socialistes. La CES participant depuis des mois aux réunions européennes vient de décider de soutenir le processus de l'*Alter Summit*. Après avoir rejeté le TSCG, déclaré la journée du 14 novembre journée d'action européenne contre l'austérité en soutien à la grève transfrontalière qui s'étend en Europe, elle montre une nouvelle disponibilité de coopération avec des forces engagées pour une autre Europe, ce que favorise cet espace *Alter Summit* créé depuis quelques mois.

La coopération entre les forces sociales et la gauche n'est pas facile. Mais compte tenu du caractère dramatique de la situation, et des convergences fortes entre différents acteurs, le moment est venu d'inventer des rapports nouveaux, de dépasser les limites des forums sociaux européens, évidemment dans le plein respect de l'autonomie de chacun, ce qui suppose d'inventer des formes nouvelles. Le processus de l'*Alter Summit* inclut le dialogue avec les personnalités et forces politiques qui souhaitent défendre les mêmes options. Felipe Van Keirsbilck (syndicat belge CSEE et coordinateur du processus *Alter Summit*) ainsi que Pierre Laurent l'avaient formulé ainsi : ne cherchons pas à développer une bataille de l'hégémonie entre nous, à gauche, mais à nous mobiliser ensemble pour combattre l'hégémonie de nos adversaires.

Concrètement, la tenue de l'Altersommet est envisagée pour le printemps 2013 à Athènes. Avant cela, un grand rendez-vous européen aura lieu à Florence du 8 au 11 novembre, à l'initiative des mouvements sociaux italiens, 10 ans après le premier Forum social européen, en 2002. Ce sera un rendez-vous de travail pour aller plus loin dans l'établissement des convergences, l'approfondissement des analyses, l'élaboration des alternatives, la construction d'alliances.

1. Voir Walter Baier/Élisabeth Gauthier, *Vers un sommet alternatif européen et citoyen*. Revue européenne Transform ! N° 10/2012.

2. Appel disponible en plusieurs langues ainsi que les soutiens du processus *Alter Summit*. Un des premiers signataires est Pierre Laurent en tant que président du PGE.

vers un *Alter Summit* européen et citoyen**APPEL À UN SOMMET ALTERNATIF**

Nous assistons aujourd'hui à un tournant historique majeur dans l'Union européenne. Les dirigeants européens, et en particulier ceux de la Commission, du Conseil ECOFIN et de la Banque centrale européenne, tirent profit de la crise actuelle pour imposer un ordre néolibéral antinomique avec l'idéal d'une Europe démocratique, sociale, écologique.

Le visage de l'Europe est en train de changer avec des conséquences extrêmement graves pour les citoyens et pour l'avenir du projet européen lui-même. Cette «révolution silencieuse» – comme la nomme lui-même M. Barroso – passe par un activisme juridico-institutionnel sans précédent : prolifération des règles en matière budgétaire et salariale, relèvement des seuils d'exigence de ces règles, renforcement des sanctions et plus grande automaticité de leur mise en œuvre, obligations d'inscrire ces règles à des niveaux fondamentaux des législations européennes ou nationales (traités, constitutions...). Elle passe aussi par le renforcement du pouvoir de la Commission, du Conseil européen et du Conseil ECOFIN. Le Parlement européen – comme l'a reconnu lui-même son nouveau président – étant dans le meilleur des cas réduit à une simple chambre d'enregistrement des décisions des chefs d'États. Le traité sur la « stabilité, la coordination et la gouvernance », issu du Conseil européen du 30 janvier 2012, radicalise le rigorisme budgétaire, alors que le contexte d'une crise d'une gravité comparable à celle des années 1930, augmenté d'une crise environnementale inédite, justifie au contraire de préserver les emplois et les investissements publics. La Commission européenne aura le droit de contraindre les États dans l'exercice d'une prérogative aussi centrale dans la vie démocratique que le budget, si elle estime que les politiques adoptées ne se conforment pas à sa vision et à celle du conseil ECOFIN.

En adoptant ce traité, les dirigeants européens sont dans le déni de réalité. Les sommets européens qui se multiplient ont totalement échoué à atteindre leurs objectifs prétendus, à savoir « restaurer la confiance des marchés » et résoudre la crise de la zone euro. Une seconde crise bancaire s'amorce en Europe ; les politiques d'austérité menées conjointement dans tous les pays sont en train d'aboutir à une récession généralisée et la situation sociale se détériore fortement dans la majorité des pays européens, en commençant évidemment par les pays de la périphérie de la zone euro. En Grèce, la dette publique, le chômage, le nombre de suicides, s'élèvent à une vitesse alarmante.

Les citoyens sont en droit de se demander si ces objectifs prétendus ne masquent pas une autre stratégie : profiter de l'opportunité de la crise, quitte à l'aggraver, pour basculer dans un tout autre régime qui parachèverait le modèle néolibéral au prix de leurs droits sociaux et démocratiques (« *never waste a good crisis* »).

Ces évolutions constituent le plus grave déni de démocratie que l'Europe ait subi depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les citoyens européens sont soumis à des politiques punitives alors que chacun sait que cette crise résulte principalement de la cupidité des banques, de la finance de marché, de la complicité ou du laxisme des responsables politiques qui étaient censés les contrôler, et de deux décennies de compétitivité pesant sur les salaires et la fiscalité. Ce néolibéralisme punitif menace doublement la démocratie : par des dérives autoritaires directes (lorsque Jean-Claude Trichet, encore président de la BCE, envoie une lettre aux autorités italiennes pour accélérer les coupes budgétaires et suggérer de faire glisser la négociation collective du niveau des secteurs vers celui de l'entreprise, ou quand, avec l'aval de la Troïka, des gouvernements de technocrates prennent le pouvoir en Grèce et en Italie...); mais aussi indirectement en encourageant la montée de nationalismes xénophobes, et de mouvements politiques anti-européens et anti-démocratiques (en France, en Hongrie, en Finlande, etc.).

Nous disons « c'est assez ! ». Nous n'acceptons plus ces politiques. Elles bafouent la démocratie ; elles ont d'ores et déjà plongé l'Europe dans une crise économique particulièrement grave. Elles réveillent les démons xénophobes que la création de l'Europe avait en principe vocation à éradiquer. Nous voulons améliorer le modèle social européen et défendre les peuples, et non les banques, les grandes entreprises et leurs principaux actionnaires.

Cela demande d'autres politiques, ce qui suppose de revoir aussi les institutions et les Traités : pas dans le sens d'un durcissement du néo-libéralisme punitif, mais au contraire pour reconquérir la démocratie. Les alternatives existent. Ce qui manque aujourd'hui, c'est un rapport de forces pour concrétiser ces alternatives et imaginer les processus politiques à mettre en œuvre pour remettre le projet européen sur la voie de la démocratie et du progrès social et écologique. Le sommet alternatif auquel nous appelons sera une première étape en vue d'atteindre ces objectifs.